

SANTIAGO (CHILI)

AB-2135
21 mars 2001
Original : anglais

DISCOURS DU GOUVERNEUR SUPPLÉANT TEMPORAIRE POUR LE ROYAUME-UNI
À LA CINQUIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tony Faint

1. Permettez-moi tout d'abord de remercier le Gouvernement du Chili d'accueillir cette session annuelle de l'Assemblée des gouverneurs à Santiago, et de féliciter également la Banque pour l'organisation de cette rencontre.
2. Alors que commence un nouveau millénaire, il convient effectivement que la Banque examine les objectifs adoptés en 1994 ainsi que les instruments dont elle dispose pour poursuivre ces objectifs. La Banque possède de nombreux atouts, pour être l'institution la plus proche de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et la plus grande source de financement destiné au développement de cette région. Comme le document relatif à la stratégie institutionnelle le préconise, la Banque doit poursuivre son œuvre en s'appuyant sur une vision claire, une programmation par pays encore plus ciblée, un partenariat avec les pays de la région et les autres organismes internationaux, et une importance accrue accordée au rendement et aux résultats.
3. Le Royaume-Uni est persuadé que la fonction centrale de la Banque, comme des autres institutions de développement, doit être la réduction de la pauvreté et des inégalités. L'expérience acquise dans le domaine du développement au cours des dernières années met en évidence la nécessité de combattre les problèmes de pauvreté sur une multitude de fronts, en commençant par mettre en place un cadre macro-économique solide qui tienne compte des aspects de la pauvreté, et en lançant toute une série de réformes à l'échelle micro-économique dans le secteur des entreprises et sur les marchés du travail, sans oublier la mise en œuvre de politiques et d'instruments appropriés pour favoriser l'insertion sociale et assurer la réforme du secteur social.

4. Nous accueillons donc chaleureusement les positions très claires énoncées par le Président Iglesias dans son document de synthèse, notamment lorsque :

- il réaffirme fermement les objectifs centraux de la Huitième reconstitution, à savoir la réduction de la pauvreté et le développement écologiquement durable ;
- il reconnaît l'importance des objectifs internationaux de développement et en fait les points de référence de cette entreprise ;
- il souligne l'importance d'un effort conjoint mené par les pays de la région pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté, avec le soutien de l'ensemble de la communauté internationale.

5. Ces enjeux sont au cœur de la mise en œuvre de la stratégie institutionnelle de la Banque. Ils doivent constituer les fondements du travail de l'institution dans tous les domaines d'activité prioritaires : compétitivité et croissance, développement social et réforme du secteur social, modernisation du secteur public et intégration régionale.

6. De même, si l'on veut réussir à réduire la pauvreté de façon permanente, le développement doit être durable et tenir compte des questions relatives à la protection de l'environnement. Les pauvres sont souvent ceux qui risquent le plus de souffrir de la dégradation de l'environnement naturel et matériel. Nous avons constaté que les documents de la session accordent relativement peu de place à la question de la durabilité à long terme. Une fois de plus, il ne s'agit pas de financer un nombre limité de projets environnementaux ; il convient plutôt de considérer la protection de l'environnement comme un objectif transversal qui est ancré dans les stratégies-pays et dans l'ensemble du travail de la Banque.

7. Le renforcement de la focalisation sur les pays est crucial pour l'exécution du mandat émané de la Huitième reconstitution et de la stratégie institutionnelle de la Banque. Les stratégies-pays doivent être fondées sur une analyse rigoureuse de la nature, de l'incidence et des causes de la pauvreté. La Banque doit se doter des outils nécessaires pour apporter une contribution solide à cette analyse par le biais de son travail économique et sectoriel. Surtout, les stratégies doivent appartenir sans conteste aux pays eux-mêmes, et elles doivent être élaborées dans le cadre d'un processus de consultation. Là où ces conditions sont satisfaites, la Banque doit être en mesure de fournir un soutien adapté pour permettre la mise en œuvre de la stratégie. À cet égard, nous sommes d'avis qu'il convient d'accroître les prêts-programmes à l'appui de stratégies intégrées visant à réduire la pauvreté. Nous sommes heureux d'apprendre que les Gouverneurs seront appelés à se pencher sur le cadre stratégique de la Banque et sur les instruments nécessaires à sa mise en œuvre.

8. La pauvreté et les inégalités sont aussi étroitement liées aux questions de race et d'ethnie. Nous nous réjouissons de la décision de la Banque d'accueillir une conférence

régionale sur ce sujet, en juin, en préparation à la Conférence des Nations Unies sur le racisme, qui se tiendra en août.

9. La BID a une responsabilité particulière à l'égard de ses membres les plus pauvres et les plus vulnérables. En ce sens, nous attachons une grande importance à l'objectif de 35 % pour les prêts aux pays de la région qui sont plus pauvres ou dont les économies sont plus petites ; la réalisation de cet objectif doit être une priorité. Nous accueillons avec satisfaction également la conclusion, à cette session, d'une entente relative à un cadre de financement pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés de la région, et la perspective de l'octroi rapide d'un allègement provisionnel aux pays qui ont déjà atteint le point de décision dans le cadre de l'Initiative PPTE renforcée.

10. Les questions entourant la mondialisation ont donné lieu, comme il se doit, à un débat animé lors de cette session. Ces questions sont d'une importance cruciale pour l'avenir économique de la région, et aussi pour l'objectif global de la réduction et de l'élimination définitive de l'extrême pauvreté. À titre de contribution à ce débat, le gouvernement britannique a publié, en décembre 2000, un deuxième Livre blanc sur le développement international intitulé « Eliminating World Poverty: Making Globalisation Work for the Poor » (Élimination de la pauvreté dans le monde : faire en sorte que la mondialisation profite aux pauvres). Dans un récent discours de présentation du Livre blanc, notre Secrétaire d'État au développement international, Clare Short, a souligné : « La réduction systématique de la pauvreté exige une plus grande coopération internationale, pas moins, ainsi que des échanges commerciaux et des flux d'investissements qui permettent aux pauvres du monde d'avoir accès aux fruits du savoir et de la technologie moderne. Nous ne devons pas nous demander s'il faut être « pour » ou « contre » la mondialisation, mais comment faire en sorte que la mondialisation devienne une force positive pour tous les habitants de la planète ». Voici quelques-unes des principales conclusions du Livre blanc :

- Premièrement, la réduction durable de la pauvreté est impossible sans croissance économique. Cependant, la croissance aide à sortir les gens de la pauvreté plus rapidement lorsque les inégalités sont moins prononcées, de telle sorte qu'il faut redoubler d'efforts pour réduire les inégalités. Il convient de combiner des politiques visant à promouvoir un secteur privé vigoureux avec des systèmes gouvernementaux efficaces qui favorisent l'équité sociale, la justice et la sécurité. Nous avons besoin d'États efficaces et de marchés efficaces.
- Deuxièmement, l'investissement dans les ressources humaines, dans les capacités et dans les connaissances est essentiel pour les pays qui désirent faire partie de l'économie globalisante. La révolution dans les technologies de l'information et des communications crée un besoin urgent et une formidable occasion d'améliorer l'accès des pauvres à l'éducation et aux connaissances. Pour permettre le partage de cette technologie, il faut promouvoir la mise en œuvre de cadres d'action et de cadres légaux et réglementaires appropriés.

- Troisièmement, l'aide au développement est essentielle pour la réduction de la pauvreté, mais elle doit prendre de nouvelles formes. Une trop grande part des ressources actuelles est dépensée pour des projets de faible envergure, non stratégiques, qui ne visent pas directement les pauvres. Dans le système international, et dans tous les pays, nous avons besoin d'un effort international de développement mieux coordonné et plus cohérent qui réunisse tous les acteurs du développement autour de stratégies de réduction de la pauvreté propres aux pays.
- Quatrièmement, il faut un système international plus fort, orienté sur la réduction systématique de la pauvreté, qui permette de renforcer les efforts des gouvernements et de mettre en œuvre une action collective, s'il y a lieu. Nous avons besoin d'une action à l'échelle mondiale — pour éliminer la corruption, réduire les conflits, produire de nouveaux médicaments et de nouveaux vaccins contre les maladies liées à la pauvreté. La gestion durable des ressources naturelles de la Terre exige une entente et une action internationales.

11. Il faut que le FMI, la Banque mondiale, les banques régionales de développement, les Nations Unies et tous les organismes de développement collaborent pour appuyer les gouvernements qui s'efforcent d'atteindre les objectifs internationaux de développement.

12. Surtout, nous devons nous doter de règles internationales justes et d'institutions internationales puissantes pour mobiliser le capital privé et les possibilités commerciales de manière à améliorer la vie des pauvres. Nous avons besoin d'institutions représentatives qui offrent des chances égales à tous leurs membres. Afin de mettre en place des règles plus justes, il nous faut accroître la capacité des pays en développement de négocier dans les tribunes internationales, et obtenir des pays développés qu'ils abandonnent le protectionnisme commercial nuisible et qu'ils cessent de lier l'aide à l'achat en retour.

13. En conclusion, tout un défi nous attend si nous voulons atteindre l'objectif international de réduction de la pauvreté au cours des quinze prochaines années en Amérique latine. Nous aimerions voir la Banque se placer au cœur de cet effort et se vouer à l'élimination de l'extrême pauvreté dans sa région.